

Reçu en
SOUS PREFECTURE DE ROANNE
Le 16 DEC. 2003

Annexe 3

Règlement d'Assainissement du Grand Roanne

Reçu en

SOUS-PREFECTURE DE ROANNE

Le

16 DEC. 2003

**DISTRICT DE L'AGGLOMERATION
ROANNAISE**

REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT

SOMMAIRE

PAGES

Article 1 : Objet du règlement.....	4
Article 2 : Catégories d'eaux admises au déversement.....	4

CHAPITRE I - LES EAUX USEES DOMESTIQUES

Article 3 : Définition des eaux usées domestiques.....	5
Article 4 : Caractère obligatoire du raccordement.....	5
Article 5 : Réalisation d'office des branchements.....	5
Article 6 : Demande d'autorisation de rejet, permission de voirie.....	6
Article 7 : Définition et caractéristiques techniques générales des branchements.....	6
Article 8 : Nombre de branchements par immeuble.....	6
Article 9 : Propriété des branchements.....	6
Article 10 : Frais de branchement.....	7
Article 11 : Entretien et réparation des branchements.....	7
Article 12 : 1 - Redevance assainissement.....	7
2 - Participation au raccordement à l'égout public.....	7

CHAPITRE II - LES EAUX RESIDUAIRES INDUSTRIELLES

Article 13 : Définition.....	8
Article 14 : Conditions générales de rejet.....	8
Article 15 : Prescriptions propres aux établissements "industriels".....	8 - 9
Article 16 : Conditions d'admissibilité des eaux résiduaires industrielles.....	9
Article 17 : Neutralisation ou traitement préalable des eaux industrielles.....	9 - 10
Article 18 : Valeurs limites des substances nocives dans les eaux industrielles.....	10
Article 19 : Déversements interdits.....	11
Article 20 : Autres prescriptions.....	11
Article 21 : Caractéristiques techniques des branchements.....	11 - 12
Article 22 : Prélèvements et contrôles des eaux résiduaires industrielles.....	12
Article 23 : Séparateur à graisses, séparateur à fécules.....	12 - 13
Article 24 : Séparateurs à hydrocarbures et fosse à boues.....	13 - 14
Article 25 : Obligation d'entretenir les installations de prétraitement.....	14
Article 26 : Redevance assainissement applicable aux établissements industriels gros consommateurs d'eau.....	15 - 16
Article 27 : Participations financières spéciales.....	16

CHAPITRE III : LES EAUX PLUVIALES

Article 28 : Définition des eaux pluviales.....	16
Article 29 : Collecte et stockage des eaux pluviales	16 - 17

CHAPITRE IV : LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

Article 30 : Instructions générales.....	17 - 18
Article 31 : Raccordement entre domaine public et domaine privé.....	18
Article 32 : Contrôle et Suppression des anciennes installations - anciennes fosses - anciens cabinets d'aisance	18 - 19
Article 33 : Etanchéité des installations et protection contre le reflux d'eau d'égout.....	19
Article 34 : Groupage des appareils	19
Article 35 : Poses des siphons	19 - 20
Article 36 : W.C.	20
Article 37 : Colonnes de chutes.....	20 - 21
Article 38 : Jonction de deux conduites	21
Article 39 : Descentes de gouttières	21
Article 40 : Conduites enterrées	21
Article 41 : Entretien et nettoyage des installations intérieures - vérification.....	22
Article 42 : Broyeurs d'éviers.....	22

CHAPITRE V : L'EPURATION PRIVEE COLLECTIVE OU INDIVIDUELLE

Article 43 : Limites des autorisations pouvant être délivrées.....	22
Article 44 : Fosses fixes	23
Article 45 : Assainissement individuel.....	23
Article 46 : Puits perdu et puits absorbants	23

CHAPITRE VI : CONTROLE DES LOTISSEMENTS

Article 47 : Prescriptions générales.....	23
Article 48 : Obligations du lotisseur.....	23 - 24
Article 49 : Exécution des travaux	24
Article 50 : Contrôle des travaux - Plan de Récolement.....	24

CHAPITRE VII : VOIES PRIVEES

Article 51 : Equipement des voies privées en réseaux d'assainissement.....	24 - 25
--	---------

CHAPITRE VIII : CLASSEMENT DE RUES DANS LE DOMAINE PUBLIC

Article 52 : Etat des réseaux.....	25
------------------------------------	----

CHAPITRE IX : AUTRES MISSIONS DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Article 53 : Matières de vidanges.....	26
Article 54 : Redevance vidange.....	27
Article 55 : Résidus d'hydrocarbures, vieilles huiles, graisses et solvants.....	27

CHAPITRE X : DISPOSITIONS GENERALES

Article 56 : Agents assermentés - sanctions et poursuites.....	27
Article 57 : Frais d'intervention.....	28
Article 58 : Approbation du présent règlement.....	28

REGLEMENT DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT

ARTICLE 1 - OBJET DU REGLEMENT

Le District de l'Agglomération Roannaise a entre autres compétences celle de l'assainissement.

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans les réseaux d'assainissement du District de l'Agglomération Roannaise afin que soient protégées la sécurité et l'hygiène publique.

Les modalités de déversement d'effluents liquides de toutes sortes tels que résidus d'hydrocarbures, graisses, matières en provenance des fosses d'aisance sont également définies par le présent règlement.

Ce règlement est applicable aux usagers des réseaux de collecte et des ouvrages d'épuration de l'agglomération Roannaise.

Le mode d'épuration réalisé pour traiter l'effluent est du type biologique par "aération prolongée" qui permet d'éliminer simultanément les pollutions carbonées, azotée et phosphorée.

ARTICLE 2 - CATEGORIES D'EAUX ADMISES AU DEVERSEMENT

Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau unitaire :

- * les eaux usées domestiques, telles que définies à l'article 3 du présent règlement,
- * les "eaux résiduaires industrielles" telles qu'elles sont définies à l'article 15 du présent règlement, sous réserve du respect des prescriptions édictées au chapitre II,
 - * les eaux pluviales,
 - * les eaux des purges des condenseurs des circuits de refroidissement dont la température ne dépasse pas 30° C.
- * En ce qui concerne le réseau séparatif eaux usées, seules les eaux usées sont admises.

Tous ces déversements devront être conformes au règlement de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, et à ses textes d'applications.

CHAPITRE I

LES EAUX USEES DOMESTIQUES

ARTICLE 3. - DEFINITION DES EAUX USEES DOMESTIQUES

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessives, cuisines, toilettes, lavage des sols) et les eaux-vannes (urines et matière fécales).

ARTICLE 4. - CARACTERE OBLIGATOIRE DU RACCORDEMENT

Conformément à l'Ordonnance n° 58.1004 du 23 octobre 1958 (art. L.33 du code de la Santé Publique), tous les immeubles bâtis situés en bordure d'une voie publique pourvue d'un égout ou qui y ont accès, soit par voie privée, soit par servitude de passage, doivent être obligatoirement raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service du réseau d'égout sous réserve des dispositions de l'arrêté interministériel du 29.07.1960.

Pour un immeuble riverain de plusieurs rues, l'obligation de se raccorder est effective lorsque au moins une de ces rues est pourvue d'un égout.

La réalisation du branchement tant sous le domaine public que sous le domaine privé est à la charge exclusive du propriétaire de l'immeuble.

ARTICLE 5. - REALISATION D'OFFICE DES BRANCHEMENTS

Lors de la construction d'un nouvel égout ou de la réfection totale d'une voie, le Maire sur proposition du District de l'Agglomération Roannaise peut exécuter ou faire exécuter d'office les branchements de tous les immeubles, riverains, partie comprise sur le domaine public (article L. 34 du Code de la Santé Publique) jusqu'à la limite de propriété. Les propriétaires sont alors contactés par les Agents du Service de l'Assainissement afin de préciser la position souhaitée pour le raccordement de leur immeuble.

La collectivité ou le District peut se faire rembourser auprès des propriétaires de tout ou partie des dépenses entraînées par les travaux d'établissement de la partie publique du branchement, dans des conditions définies par l'assemblée délibérante.

La partie des branchements située sous le domaine public est incorporée au réseau public, et devient propriété du District de l'Agglomération Roannaise.

ARTICLE 6.- DEMANDE D'AUTORISATION DE REJET PERMISSION DE VOIRIE

Tout nouveau branchement doit faire l'objet d'une demande auprès du District de l'Agglomération Roannaise, Service de l'assainissement. Cette demande doit être signée par le propriétaire ou son mandataire. Elle doit être accompagnée d'un plan de masse du terrain de la construction sur lequel sera indiquée très nettement la position de la sortie des collecteurs intérieurs en la cotant par rapport aux mitoyennetés.

Sur cette base, le District délivrera une autorisation de raccordement ou seront fixées les caractéristiques techniques particulières que devra respecter le demandeur.

Si des tranchées doivent être exécutées sous la voie publique, l'entrepreneur chargé de l'exécution de branchement devra obligatoirement informer le Service de l'assainissement de la date de commencement des travaux (au moins 48 heures avant l'ouverture de la chaussée).

Il devra préalablement au début de ces travaux obtenir de la mairie une permission de voirie.

ARTICLE 7. - DEFINITION ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES GENERALES DES BRANCHEMENTS

Le branchement comprend, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement, située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit "regard de façade" placé si possible sur le domaine public, pour le contrôle et l'entretien du branchement. Ce regard doit être dans tous les cas visible et accessible,
- un clapet antiretour.

ARTICLE 8. - NOMBRE DE BRANCHEMENTS PAR IMMEUBLE

Tout propriétaire pourra solliciter la mise en place de plusieurs branchements, dans ce cas, il devra justifier l'impossibilité d'utiliser un seul branchement.

ARTICLE 9. - PROPRIETE DES BRANCHEMENTS

Une fois réalisés, les branchements définis à l'article 6 sont incorporés au réseau public et sont propriété du District de l'Agglomération Roannaise, à l'exclusion du regard de façade et de son équipement, du clapet antiretour et de la portion de canalisation située sous le domaine privé.

ARTICLE 10. - FRAIS DE BRANCHEMENT

Les frais de branchement, pour la partie située sous le domaine public entre l'égout et la limite de la propriété privée, qu'ils soient réalisés volontairement ou d'office sont à la charge exclusive des propriétaires.

Dans le cas où ils sont réalisés d'office, comme prévu à l'article 5, il peut être demandé aux propriétaires de rembourser le coût des travaux .

Les sommes dues par les propriétaires seront alors recouvrées comme en matière de Contributions directes (Art. L.35-6 du Code de la Santé Publique).

ARTICLE 11. - ENTRETIEN ET REPARATION DES BRANCHEMENTS

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont à la charge du service de l'assainissement, à l'exclusion du regard de façade et de son équipement et du clapet antiretour.

Dans le cas où il est reconnu que les dommages y compris ceux causés aux tiers sont dus à la négligence, à l'imprudence ou à la malveillance d'un usager, les interventions du service pour entretien ou réparations sont à la charge du responsable de ces dégâts.

ARTICLE 12. 1- REDEVANCE ASSAINISSEMENT

En application du Code des Communes et des textes d'application, l'usager domestique raccordé à un réseau public d'évacuation de ses eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement.

Depuis le 1er janvier 1987, cette redevance assainissement se compose d'une partie fixe : l'abonnement (variable selon le diamètre du compteur d'eau) et d'une partie proportionnelle à la consommation. Les montants de l'abonnement ainsi que le taux de la redevance proprement dite sont fixés annuellement par le Conseil Distrital.

2- PARTICIPATION AU RACCORDEMENT A L'EGOUT PUBLIC

Cette participation relève de l'Article L35-4 du Code de la Santé Publique.

Elle concerne les immeubles neufs qui se raccordent sur un égout existant ou nouvellement créé (cas des lotissements) ;

Elle correspond à l'économie faite par ces nouveaux usagers d'un dispositif d'évacuation ou d'épuration individuel réglementaire ;

Elle ne dispense pas le demandeur des frais de branchement.

Son montant sera fixé annuellement par délibération du Conseil Distrital

C H A P I T R E I I

LES EAUX RESIDUAIRES INDUSTRIELLES

ARTICLE 13. - DEFINITION

Sont classés dans les eaux résiduaires industrielles, tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Leurs natures quantitative et qualitative sont précisées dans les conventions spéciales de déversement passées entre le Service de l'assainissement du District de l'Agglomération Roannaise et l'établissement désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public.

ARTICLE 14. - CONDITIONS GENERALES DU REJET

Tous les rejets industriels au milieu naturel doivent être conformes aux prescriptions fixées et autorisées par le service chargé de la Police des Eaux de l'émissaire où s'effectuent les déversements.

Les établissements industriels pourront être autorisés à déverser leurs eaux résiduaires aux égouts dans la mesure où ces déversements correspondent aux conditions fixées par les articles suivants.

1) par les dispositions de l'arrêté ministériel du 1er janvier 1993 relatif au prélèvement et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement, et soumises à autorisation ;

2) les installations classées soumises à déclaration nouvellement créées

(3) installations classées soumises à déclaration existantes (instruction du 6 juin 1953))

ARTICLE 15. - PRESCRIPTIONS PROPRES AUX ETABLISSEMENTS "INDUSTRIELS"

Les raccordements des établissements "industriels" doivent faire l'objet d'une demande adressée au Service de l'Assainissement du District de l'Agglomération Roannaise.

Cette demande doit être formulée par le propriétaire de l'établissement et complétée, en sus des pièces exigées pour le raccordement des immeubles, par une note donnant toutes précisions sur le débit, la nature et l'origine des eaux à évacuer, sur leurs caractéristiques physiques et chimiques (couleurs, limpidité, odeur, température, acidité ou alcalinité), une analyse des produits en suspension ou en solution sur échantillon représentatif avec l'indication des moyens envisagés pour leur prétraitement éventuel avant déversement dans l'égout public.

Cette demande doit être accompagnée soit d'une analyse sur un échantillon moyen 24 heures faisant apparaître les paramètres précisés à l'article 16 ci-après si l'installation fonctionne, soit en cas de création d'une prévision des flux polluants ou des caractéristiques des dits paramètres.

Les déversements spécifiques pourront être autorisés par voie de convention en dérogation des conditions générales ci-après.

ARTICLE 16. - CONDITIONS D'ADMISSIBILITE DES EAUX RESIDUAIRES INDUSTRIELLES

Les effluents industriels devront :

- a) être neutralisés à un Ph compris entre 5.5 et 8.5. A titre exceptionnel lorsque l'alcalinité est due à la chaux, le pH pourra atteindre 9.5 ;
- b) être ramenés à une température inférieure ou au plus égale à 30° C ;
- c) ne pas contenir plus de 1 mg/l de composés cycliques hydroxylés (dont phénols) ni leurs dérivés halogènes ;
- d) être débarrassés des matières flottantes, déposables ou précipitables, susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de développer des gaz nuisibles ou inconfortables les égoûters dans leur travail ;
- e) ne pas contenir plus de 500 mg par litre de matières en suspension (mes) ;
- f1) présenter une demande biochimique en oxygène (dbo5) inférieure ou au plus égale à 1 g par litre (31 mmol/l de O2) ;
- f2) présenter une demande chimique en oxygène (dco) inférieure ou au plus égale à 1.75 g par litre (55 mmol/l de O2) ;
- g) présenter une concentration en matières organiques telle que la teneur en azote total n'excède pas 140 mg par litre si on l'exprime en azote élémentaire ou 180 mg par litre si on l'exprime en ions ammonium (10 mmol/l) ;
- h) présenter une concentration en phosphore total inférieure ou au plus égale à 62 mg/l (2 mmol/l) ;
- i) ne pas renfermer de substances capables d'entraîner :
 - la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration,
 - la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des déversoirs d'orage dans les fleuves, cours d'eau ou canaux ;
- j) présenter une teneur en graisse inférieure à 250 mg/l.

ARTICLE 17. -NEUTRALISATION OU TRAITEMENT PREALABLES DES EAUX INDUSTRIELLES

Doivent subir une neutralisation ou un traitement préalable avant leur rejet dans les égouts publics, les eaux industrielles contenant les matières suivantes :

1. des acides libres,
2. des matières à réaction fortement alcaline en quantités notables,
3. certains sels à forte concentration, et en particulier de dérivés de chromates et bichromates,

4. des poisons violents et notamment des dérivés de cyanogène,
 5. des hydrocarbures, des huiles, des graisses et des fécales,
 6. des gaz nocifs ou des matières, qui, au contact de l'air dans les égouts, deviennent explosifs,
 7. des matières dégageant des odeurs nauséabondes,
 8. des eaux radioactives,
- et d'une manière générale, toute eau contenant des substances susceptibles soit de provoquer des émanations dangereuses dans le réseau ou d'attaquer les canalisations, soit d'entraver par leur nature ou leur concentration, le bon fonctionnement de la station d'épuration.

ARTICLE 18. - VALEURS LIMITES DES SUBSTANCES NOCIVES DANS LES EAUX INDUSTRIELLES

La teneur des eaux industrielles en substances nocives ne peut, en aucun cas, au moment de leur rejet dans les égouts publics, dépasser pour les corps chimiques énumérés ci-après, les valeurs suivantes :

- Fer	Fe	10 mg/l	180 µ mol/l
- Cuivre	Cu	1 mg/l	16 µ mol/l
- Zinc	Zn	3 mg/l	46 µ mol/l
- Nickel	Ni	2 mg/l	34 µ mol/l
- Cadmium	Cd	1 mg/l	9 µ mol/l
- Chrome	Cr ³⁺	1,5 mg/l	38 µ mol/l
	Cr ⁶⁺	0,1 mg/l	2 µ mol/L
- Plomb	Pb	0,2 mg/l	1 µ mol/l
- Mercure	Hg	0,05 mg/l	0,5 µ mol/l
- Argent	Ag	0,1 mg/l	1 µ mol/L
- Etain	Sn	0,1 mg/l	1 µ mol/l
- Arsenic	As	1 mg/l	13 µ mol/l
- Cobalt	Co	2 mg/l	34 µ mol/l
- Aluminium	Al	5 mg/l	185 µ mol/l
- Magnésie	Mg(OH) ₂	300 mg/l	5150 µ mol/l
- Cyanures	CN ⁻	0,01 mg/l	38 µ mol/l
- Chlore libre	Cl ₂	3 mg/l	42 µ mol/l
- Chlorure	Cl ⁻	300 mg/l	8450 µ mol/l
- Sulfures	S ⁻	2 mg/l	62 µ mol/l
- Sulfates	SO ₄ ⁻	600 mg/l	6250 µ mol/l
- Fluorures	F ⁻	15 mg/l	790 µ mol/l
- Nitrites	NO ₂ ⁻	20 mg/l	435 µ mol/l
- Hydrocarbures		5 ppm	(NF T 90 202)
		20 ppm	(NF T 90 203)
<u>TOTAL METAUX</u>		15 mg/l	

Cette liste n'étant pas limitative. Ces valeurs pourront être modifiées et appliquées en fonction des nouvelles réglementations sans modification du présent règlement.

ARTICLE 19 - DEVERSEMENTS INTERDITS

De plus, il est formellement interdit de déverser dans les égouts des corps et matières solides, liquides ou gazeux, susceptibles, par leur nature, de nuire au bon fonctionnement du réseau par corrosion ou obstruction, de mettre en danger le personnel chargé de son entretien, ou d'inhiber le ferment biologique de la station d'épuration des eaux usées, selon les dispositions de l'article 29-2 du règlement sanitaire départemental.

Sont notamment interdits les rejets :

- de gaz inflammables ou toxiques,
- d'hydrocarbures et de leurs dérivés halogènes ou hydroxydes d'acides et bases concentrées,
- de produits encrassants (boues, sables, gravats, cendres, peintures, cellulose, colles, goudrons, huiles, graisses, etc.),
- d'ordures ménagères même après broyage,
- de déchets industriels solides, même après broyage,
- de substances susceptibles de colorer anormalement les eaux acheminées,
- les eaux de vidanges des bassins de natation lorsqu'ils n'ont pas reçu de prétraitement.
- des eaux industrielles ne répondant pas aux conditions générales d'admissibilité prescrites aux articles qui précèdent,
- des déjections solides ou liquides d'origine animale, notamment le purin.

La liste de ces déversements interdits n'est qu'énonciative et non pas limitative.

ARTICLE 20 - AUTRES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble de la réglementation existante et à intervenir concernant l'usage de l'eau et la prévention de la pollution.

Pour les établissements classés soumis à autorisation, les déversements devront être conformes à l'instruction du Ministère de l'Industrie du 1er mars 1993 relative au rejet des eaux résiduaires et à l'ensemble des réglementations édictées par chacun des organismes intervenant dans la politique de l'eau, notamment la circulaire du 4 juillet 1972 et les textes de la loi sur l'eau.

Les eaux de refroidissement seront utilisées normalement en circuit fermé.

ARTICLE 21 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS

Les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront, s'ils en sont requis par le Service de l'Assainissement de l'Agglomération Roannaise, être pourvus de deux branchements distincts :

- un branchement eaux domestiques ;
- un branchement eaux industrielles.

Chacun de ces branchements devra être pourvu d'un regard agréé, placé à la limite de la propriété, côté intérieur, mais facilement accessible par les Agents du Service de l'Assainissement, depuis le domaine public et à toute heure.

Si le sous-sol du domaine public n'est pas trop encombré, ce regard pourra être réalisé sous le domaine public, moyennant accord du Service de l'Assainissement.

Une vanne d'obturation devra être placée sur le branchement des eaux résiduaires industrielles. Ces branchements devront comporter en outre tous dispositifs de mesures ou de comptages imposés par l'arrêté préfectoral de classement de l'établissement.

Les articles 5-6 (3e alinéa) 9 et 10 relatifs aux branchements sont applicables aux branchements industriels.

ARTICLE 22 - PRELEVEMENTS ET CONTROLES DES EAUX RESIDUAIRES INDUSTRIELLES

Des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par le Service de l'Assainissement du District de l'Agglomération Roannaise, ou par le service compétent en matière de contrôle d'hygiène, dans les conditions définies par les conventions intervenues avec chaque industriel.

ARTICLE 23 - SEPARATEUR A GRAISSES, SEPARATEUR A FECULES

Des séparateurs à graisses préalablement soumis à l'avis du service compétent en matière de contrôle d'hygiène devront être installés lorsqu'il s'agit d'évacuer des eaux grasses et gluantes provenant de restaurants, cantines d'entreprises ou scolaires, établissements hospitaliers, boucheries, charcuteries, et en règle générale tous les établissements alimentaires.

Les séparateurs à graisses devront pouvoir emmagasiner autant de fois 40 litres de graisses ou matières légères qu'ils admettront de litre/seconde du débit.

Les séparateurs à graisses devront assurer une séparation de 92 % minimum.

Le séparateur à graisses devra être conçu de telle sorte :

- qu'il ne puisse être siphonné par l'égout ;
- que le ou les couvercles puissent résister aux charges de la circulation s'il y a lieu ;
- que l'espace compris entre la surface des graisses et le couvercle soit ventilé par la canalisation d'arrivée.

Les séparateurs à graisses seront précédés d'un déboureur destiné à provoquer la décantation des matières lourdes, à ralentir la vitesse de l'effluent et abaisser sa température.

Le déboureur devra avoir une contenance utile d'au moins 40 litres d'eau par litre/seconde du débit dans le cas général, et 200 litres d'eau par litre/seconde du débit en sortie des abattoirs et entreprises similaires.

Les appareils de drainage des eaux résiduaires vers le séparateur devront être munis d'un coupe-odeur.

Au cas où l'utilisation d'une pompe de relevage serait nécessaire pour évacuer les eaux résiduaires, celle-ci devra être placée en aval du séparateur afin de ne pas provoquer d'émulsions qui gêneraient la bonne séparation des graisses.

Afin de permettre une vidange rapide et d'éviter de ce fait les mauvaises odeurs, les séparateurs à graisses devront être placés en des endroits accessibles aux camions citernes équipés d'un matériel spécifique d'aspiration.

Certains établissements devront prévoir sur la conduite d'évacuation des eaux usées un appareil retenant les fécules de pommes de terre provenant des résidus des machines à épilucher.

Cet appareil, dont les caractéristiques seront soumises à l'approbation de l'Administration, comprendra deux chambres visitables :

- la première chambre sera munie d'un dispositif capable de rabattre les mousses et d'un panier permettant la récupération directe des matières plus lourdes ;
- la deuxième chambre sera un simple compartiment de décantation.

Les séparateurs devront être implantés à des endroits accessibles, de façon à faciliter leur entretien et leur contrôle par le service compétent en matière de contrôle d'hygiène. Ces appareils devront être munis d'un coupe-odeur.

Le ou les couvercles devront être capables de résister aux charges de la circulation s'il y a lieu.

Les eaux résiduaires émanant du séparateur devront être évacuées directement à l'égout.

En aucun cas, les eaux résiduaires chargées de fécules ne pourront être dirigées vers une installation de séparation des graisses sans avoir été préalablement traitées dans le séparateur à fécules.

ARTICLE 24 - SEPARATEURS A HYDROCARBURES ET FOSSES A BOUES

Conformément à l'article 29-2 du règlement sanitaire départemental, à la loi sur les installations classées du 19 juillet 1976, aux instructions du ministre du commerce en date du 6 juin 1953 et à l'arrêté du 1er mars 1993, les garages, stations-service et établissements commerciaux ou industriels en général ne doivent pas rejeter dans les égouts publics, particuliers, ou au caniveau, des hydrocarbures en général et particulièrement des huiles de vidanges, des matières volatiles telles que le benzol, l'essence, etc., qui au contact de l'air forment des mélanges explosifs.

Il est également interdit de rejeter les produits de graissage de toutes sortes.

Les ensembles de séparation devront être soumis à l'approbation du service compétent en matière d'hygiène et du service des établissements classés. Ils se composeront de deux parties principales : le débourbeur et le séparateur, le dispositif devant être accessible aux véhicules de nettoyage (citernes aspiratrices).

Les séparateurs à HYDROCARBURES devront pouvoir emmagasiner autant de fois 10 litres d'hydrocarbures qu'ils admettront de litres/seconde du débit.

Ils devront avoir un pouvoir séparatif de 97 % au moins et ne pourront en aucun cas être siphonnés par l'égout.

En outre, lesdits appareils devront être munis d'un dispositif d'obturation automatique qui bloquera la sortie du séparateur lorsque celui-ci aura emmagasiné sa capacité maxima en hydrocarbures, ce afin d'éviter tout accident au cas où les installations n'auraient pas été entretenues en temps voulu.

Les séparateurs devront être ininflammables et leurs couvercles capables de résister aux charges de la circulation, s'il y a lieu.

Les couvercles des séparateurs ne devront en aucun cas être fixés à l'appareil.

Un débourbeur de capacité appropriée au séparateur devra être placé en amont de celui-ci. Il aura pour rôle de provoquer la décantation des matières lourdes et de diminuer la vitesse de l'effluent.

Cet appareil est obligatoire pour les immeubles où il y a possibilité de garer et laver plus de 10 voitures. Les stations de lavage express ou autres cas particuliers, seront soumis à l'avis du service compétent en matière de contrôle d'hygiène et du service des Etablissements Classés.

Au cas où l'utilisation d'une pompe de relevage serait nécessaire pour évacuer les eaux résiduaires, celle-ci devra être placée en aval du séparateur afin de ne pas provoquer d'émulsions qui gêneraient la bonne séparation des hydrocarbures dans ledit appareil.

Le dimensionnement des séparateurs sera fonction des débits considérés, étant précisé que les eaux-vannes et les eaux usées domestiques ne seront pas admises dans ces appareils.

ARTICLE 25 - OBLIGATION D'ENTREtenir LES INSTALLATIONS DE PRETRAITEMENT

Les installations de prétraitement visées aux articles précédents devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement ; les usagers doivent pouvoir fournir au service compétent en matière de contrôle d'hygiène et au service de l'Assainissement du District de l'Agglomération Roannaise un certificat attestant le bon état d'entretien de ces installations.

L'utilisateur en tout état de cause demeure seul responsable de ces installations.

ARTICLE 26 - REDEVANCE ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS GROS CONSUMMATEURS D'EAU

En application de l'article 8 du décret 67-945 du 24 octobre 1967 relatif à la redevance d'assainissement, le taux de ladite redevance sera corrigée par une série de coefficients fixés soit par décret ministériel soit par Arrêté Préfectoral pour les usagers faisant une utilisation de l'eau autre que domestique, en quantité et en qualité.

Toutefois, tout usager consommant moins de 6 000 m³ d'eau par an est considéré comme un usager domestique.

Coefficient de dégressivité :

Cette dégressivité fixée en fonction de l'instruction ministérielle du 9 novembre 1967 a été modifiée par circulaire interministérielle du 8 janvier 1969 - J.O. du 7 février 1969 - qui fixe le nouveau seuil d'application à 6 000 m³ et modifie la répartition des tranches jusqu'à 50 000 m³. Depuis 1969, le nouveau barème dégressif est fixé comme suit :

	6 000 m ³	Coefficient	1
- jusqu'à		"	0,8
- de 6 001 à	12 000 m ³	"	0,6
- de 12 001 à	24 000 m ³	"	0,5
- de 24 001 à	50 000 m ³	"	0,4
- de 50 001 à	75 000 m ³	"	0,3
- de 75 001 à	100 000 m ³	"	0,2
- de 100 001 à	150 000 m ³	"	0,1
- Au-delà de	150 001 m ³	"	

Conformément à la circulaire susvisée, l'assiette de la redevance pourra être rectifiée si la preuve est établie qu'une partie importante du volume prélevé ne peut être rejetée dans le réseau. L'établissement concerné qui en ferait la demande, devrait en apporter la preuve.

Coefficient de rejet :

Certains établissements ne rejettent pas aux égouts toute l'eau qu'ils consomment, une partie rentrant dans leur fabrication. Pour tenir compte de cette particularité, il est alors défini un coefficient minorant dit de rejet.

Ce coefficient ne concerne que les établissements utilisant plus de 50 000 m³ d'eau par an, conformément à la Réglementation en vigueur (Décret Ministériel du 24.10.67).

En ce qui concerne l'application des dispositions du présent article, il est précisé que si un établissement dispose de plusieurs compteurs en un même lieu géographique, les consommations de ces derniers seront regroupées.

Par contre, il ne sera pas effectué de regroupement pour les établissements ne présentant pas une unité de lieu, même s'il s'agit d'une seule et même affaire.

Coefficient de pollution :

Pour tout usager consommant plus de 6 000 m³/an, il est déterminé un coefficient de pollution pouvant varier entre 0,5 et 2,5 et qui est donc, soit minorant, soit majorant. Ce coefficient spécifique tient compte des charges polluantes rejetées par chaque établissement, la valeur 1 qualifie un effluent comparable à celui résultant d'une utilisation domestique de l'eau d'après les principaux paramètres de pollutions (DBO, MES, équitox).

Les coefficients de pollution sont fixés par arrêté préfectoral sur proposition du Conseil Distrital. Ils sont révisables dans les conditions définies dans les conventions spéciales de déversement.

ARTICLE 27. - PARTICIPATIONS FINANCIERES SPECIALES

Si le rejet d'eaux résiduaires industrielles entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L 35-8 du Code de la Santé.

CH A P I T R E I I I

LES EAUX PLUVIALES

ARTICLE 28. - DEFINITION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques.

Elles sont, en principe, peu polluées et peuvent être rejetées dans le milieu récepteur (fleuve, rivière, canal, etc.), dans les conditions définies ci-après.

Peuvent être assimilées à ces eaux pluviales, celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles...

ARTICLE 29. - COLLECTE STOCKAGE ET TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES

La collecte des eaux pluviales est assurée par divers moyens qui comprennent : grilles, avaloirs, caniveaux. L'évacuation est assurée soit directement dans le milieu naturel (canaux, biefs, rivières, fleuves) soit par l'intermédiaire de réseaux publics qui peuvent être soit unitaires (mélange des eaux pluviales et des eaux usées) soit séparatifs (eaux pluviales ou eaux usées seules).

En outre un déshuilcur déboureur pourra être imposé si nécessaire, spécialement lorsque les eaux pluviales proviennent de chaussées à grand trafic et de parkings.

Les débits d'eaux pluviales à prendre en compte sont souvent supérieurs aux débits acceptables dans les réseaux existants et les stations d'épuration. Il est alors nécessaire de mettre en oeuvre sur les réseaux unitaires, soit des réservoirs tampons qui stockent l'excédent soit des déversoirs d'orages qui rejettent les eaux usées délivrées dans le milieu naturel si les caractéristiques de ce dernier le permettent.

Les eaux stockées dans les réservoirs sont ensuite introduites dans le réseau lorsque le régime des débits est redevenu normal.

CONDITIONS DE RACCORDEMENT :

Il est interdit de raccorder des écoulements d'eaux usées dans les réseaux séparatifs d'eaux pluviales.

Il est de même interdit de raccorder des eaux pluviales dans les réseaux séparatifs d'eaux usées.

Les conditions de raccordement des eaux pluviales font l'objet d'une autorisation de rejet du service assainissement du district au même titre que le raccordement des eaux usées.

Lorsque ce raccordement concernera une zone à urbaniser des bâtiments ou des équipements, il pourra être imposé à l'aménageur ou au constructeur de mettre en place à ses frais des dispositifs adéquats pour limiter les débits rejetés et/ou pour effectuer un prétraitement des eaux si nécessaire. Le District pourra prendre en charge financièrement les raccordements primaires hors zone après avoir délibéré sur le projet présenté par les constructeurs ou les promoteurs. Dans tous les cas où cela est possible, il y a lieu de favoriser l'infiltration des eaux.

Le détournement de la nappe phréatique et des sources souterraines dans les réseaux d'eaux usées est interdit. Il est par contre toléré dans les réseaux de type unitaire dans la mesure où les débits engendrés ne peuvent pas être renvoyés facilement vers un exutoire naturel.

CH A P I T R E IV

LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

ARTICLE 30. - INSTRUCTIONS GENERALES

Les propriétaires d'immeubles riverains d'une voie nouvellement pourvue d'un égout disposent d'un délai de deux ans pour raccorder leurs installations sanitaires intérieures à compter de la date de mise en service de l'égout (art. L. 33 du Code de la Santé).

Aucun travail ne peut être effectué par les propriétaires sous le domaine public, sans l'autorisation préalable du Service de l'Assainissement du District de l'Agglomération Roannaise et du service voirie de la ville du lieu des travaux.

Les prescriptions techniques pour l'évacuation intérieure des eaux sont définies par le service compétent en matière de contrôle d'hygiène suivant les dispositions du Règlement Sanitaire Départemental.

AVANT TOUT COMMENCEMENT DES TRAVAUX, les propriétaires sont tenus d'adresser au District de l'Agglomération Roannaise une demande explicite des travaux projetés pour l'aménagement des installations sanitaires intérieures.

UNE FOIS LES TRAVAUX TERMINES, les propriétaires ou l'entreprise chargée des travaux doivent aviser les Services précités en vue du contrôle de leur conformité.

Toute modification ou addition ultérieure aux installations devra donner lieu à une autorisation délivrée dans les conditions fixées ci-dessus.

ARTICLE 31. - RACCORDEMENT ENTRE DOMAINE PUBLIC ET DOMAINE PRIVE

Les raccordements effectués entre les canalisations sous Domaine Public et les canalisations posées à l'intérieur des propriétés, y compris les jonctions de tuyaux de descente des eaux pluviales, même situées sur le domaine public, n'incombent en aucun cas au Service de l'Assainissement du District, ils sont à la charge exclusive des propriétaires.

ARTICLE 32. - CONTROLE ET SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS - ANCIENNES FOSSES - ANCIENS - CABINETS D'AISANCE

Conformément à l'article L.35 - 2 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais des propriétaires. En cas de défaillance, le Maire sur proposition du District pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques de l'intéressé (art. L.35 - 3) après mise en demeure du service compétent en matière de contrôle d'hygiène dans les formes légales.

Si l'enlèvement de ces fosses n'était pas possible ou difficilement réalisable l'installation devra, avant sa condamnation, être rincée à l'eau, désinfectée au lait de chaux et murée hermétiquement aux deux extrémités, les puisards comblés avec du gravier sablonneux et la fosse d'aisance vidangée, nettoyée, désinfectée et comblée.

Les anciens cabinets d'aisance sur lesquels il n'est pas possible d'adapter un siphon ou qui sont dépourvus d'une chasse d'eau suffisante ou dont la forme permet d'introduire dans les conduites des objets volumineux, doivent être supprimés et remplacés par des installations réglementaires (art. 46 et 48 du Règlement Sanitaire Départemental).

En application de l'article L35-10 du Code de la Santé Publique les agents du service d'assainissement du District de l'Agglomération Roannaise ont accès aux propriétés privées, pour l'application des articles L35-1 et L35-3 ou pour assurer le contrôle des installations non collectives et leur entretien, si le District a décidé leur prise en charge.

ARTICLE 33 : ETANCHEITE DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX D'EAU D'EGOUT (ART. 44 DU REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL)

Dans certaines circonstances exceptionnelles, les réseaux publics peuvent se mettre en pression empêchant ou limitant les écoulements des installations intérieures des immeubles, vers le réseau. Cette pression sera généralement limitée à celle correspondant à la différence de niveau entre la chaussée publique et le point le plus bas des installations intérieures.

Le propriétaire doit s'assurer :

* que les canalisations intérieures, leurs joints, tampons et leurs équipements sont susceptibles de résister à cette pression.

* qu'un dispositif a été mis en place sur l'installation intérieure pour éviter tout reflux des eaux publiques dans son immeuble.

Le propriétaire est responsable de la mise en place et du bon fonctionnement de ce dispositif.

Ni le District, ni la commune ne pourra en aucune manière être responsable des dégâts occasionnés par une installation ou des dispositifs mal conçus ou mal entretenus en cas de mise en charge du réseau général pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 34. - GROUPE DES APPAREILS

Les appareils sanitaires devront être groupés autant que faire se peut, tant sur le plan vertical qu'horizontal.

Ils seront implantés aussi près que possible des colonnes de chute.

ARTICLE 35. - POSE DES SIPHONS (Article 43 du Règlement Sanitaire Départemental)

Tous les appareils raccordés, doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides.

Il est recommandé de prévoir pour chaque salle de bains ou salle d'eau l'installation d'un siphon de sol.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne pourra être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de W-C à la colonne de chute.

Tous les siphons doivent être munis d'un dispositif de nettoyage hermétique. La garde d'eau des siphons doit être d'au moins 60 mm :

- 6 cm pour les tuyaux d'écoulement des lave-mains,
- 7 cm pour ceux des éviers, lavabos, W-C, etc.
- 15 cm pour les séparateurs à graisses et les puisards de dessablement.

Tous les siphons seront conformes aux normes en vigueur.

ARTICLE 36. - W-C.

Leur nombre et leur remplacement devront être conformes aux prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental. Ils seront munis d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

Les propriétaires ou les locataires devront prémunir leurs installations : alimentation d'eau et évacuation, contre tout risque de gel.

Le diamètre des colonnes de chute sera d'au moins 100 mm.

ARTICLE 37. - COLONNES DE CHUTE

Les colonnes de chute devront résister à toutes les formes de corrosion.

Toutes les colonnes de chute à l'intérieur des bâtiments sont à poser verticalement : il ne pourra être dérogé à cette règle que sur autorisation du Service compétent en matière de contrôle d'hygiène.

Le diamètre de ces tuyaux devra rester constant.

Aux fins d'aération des conduites, les tuyaux doivent déboucher à l'air libre d'au moins 0,30 m sur le toit et être munis d'une grille de protection fine, inoxydable, contre les insectes de toute sorte. L'extrémité supérieure de ces aérations ne doit pas déboucher à moins de 2 m de distance d'une lucarne.

Au pied de chaque colonne de chute, une pièce spéciale de visite, dite "hermétique" facilement accessible, doit être installée. Le diamètre des ouvertures de ces pièces doit être sensiblement égal à celui des tuyaux sur lesquels elles sont aménagées.

Dans les immeubles-tours, une telle pièce devra se trouver tous les 10 mètres et au droit des coudes éventuels.

Les déviations horizontales des tuyaux de chute ne seront tolérées que sur une longueur maximum de 2,50 m.

Aucune chute d'aisance ne peut être établie à l'extérieur dans des constructions en façade sur rue.

Les tuyaux de chute évacuant les eaux-vannes devront être distincts des canalisations d'eaux ménagères à l'intérieur des immeubles.

ARTICLE 38. - JONCTION DE DEUX CONDUITES

Les conduites secondaires aboutiront à la conduite principale d'évacuation avec un angle de 45°.

La jonction de deux conduites secondaires est à réaliser sous un angle compris entre 45° et 67°30.

La pose d'une pièce d'embranchement double n'est tolérée qu'à la condition de desservir un seul et même logement.

Pour les chutes de W-C, l'embranchement double est interdit dans tous les cas.

ARTICLE 39. - DESCENTES DE GOUTTIÈRES

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées sauf dans le cas défini par l'Article 42 du Règlement Sanitaire Départemental).

Au cas où elles se trouvent à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment.

Des descentes de gouttières communes à deux ou plusieurs immeubles ne sont pas admises.

Pour les descentes de toitures, la section des conduites sera d'au moins 1 cm² par mètre carré de toiture. Dans tous les cas, une pièce de visite devra être réalisée au point de jonction avec la conduite enterrée.

ARTICLE 40. - CONDUITES ENTERREES

Elles seront implantées suivant le trajet le plus court vers l'égout de la rue.

La pente minimum sera de 0,03 (3 cm/m).

A l'intérieur, de même qu'à l'extérieur de l'immeuble, ces conduites devront être étanches, ainsi que leurs joints et un nombre suffisant de dispositifs de visite et de curage devra être prévu et rester obturé en temps normal de façon parfaitement étanche.

ARTICLE 41 - ENTRETIEN ET NETTOYAGE DES INSTALLATIONS INTERIEURES VERIFICATION

Le propriétaire doit veiller au bon état d'entretien et au nettoyage régulier de l'ensemble des installations intérieures, les frais lui incombant.

Le service compétent en matière de contrôle d'hygiène doit pouvoir accéder à tout moment aux installations intérieures, y compris les séparateurs à graisses, à hydrocarbures et des fosses à boues pour en vérifier le bon état d'entretien.

Sur injonction de la commune ou du service compétent en matière d'hygiène, et dans le délai fixé par lui, le propriétaire devra remédier aux défauts constatés, en faisant exécuter, à ses frais, les réparations ou nettoyements ordonnés.

Après expiration du délai fixé ci-dessus, la Commune se réserve le droit de faire procéder par le District à l'exécution d'office des travaux nécessaires aux frais du propriétaire.

ARTICLE 42. - BROYEURS D'EVIER

L'évacuation par les égouts des ordures ménagères après broyage préalable est interdite.

C H A P I T R E V

L'EPURATION PRIVEE COLLECTIVE OU INDIVIDUELLE

ARTICLE 43. - LIMITES DES AUTORISATIONS POUVANT ETRE DELIVREES

Dans les secteurs qui ne peuvent être desservis par les réseaux publics, les constructions nouvelles d'habitation isolées ou la création de lotissements sont interdites, sous réserve des dispositions du Plan d'Occupation des Sols.

Cependant, pour les habitations existantes ou la création de locaux industriels ou commerciaux, il pourra être dérogé à cette règle.

Les systèmes d'assainissement qui seront autorisés dans ces conditions devront être compatibles avec l'équipement futur du secteur et répondre aux prescriptions du service assainissement et des services compétents en matière d'hygiène, la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (et S.C.H.S. : Service Communale d'Hygiène et de Santé), quant aux caractéristiques de l'exutoire (débit, pouvoir auto-épurateur) et aux dimensionnement, conception, réalisation et exploitation des systèmes d'épuration.

ARTICLE 44. - FOSSES FIXES

La création de fosses fixes est interdite. Des dérogations exceptionnelles pourront être accordées selon les dispositions de l'article 48 du Règlement Sanitaire Départemental, que si l'impossibilité de recourir à un système de traitement et d'évacuation conforme à la réglementation en vigueur est constatée.

Les fosses fixes abandonnées sont vidangées et désinfectées même si elles doivent être comblées.

Les fosses fixes doivent être toujours étanches. Celles dont l'insalubrité est constatée doivent être immédiatement remises en état.

D'une façon générale, il sera fait application des dispositions prévues par les articles 30 et 48 du Règlement Sanitaire Départemental.

ARTICLE 45. - ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

Les groupes septiques et appareils utilisés en matière d'assainissement autonome doivent répondre aux prescriptions de l'arrêté du 3 mars 1982 modifié par l'arrêté du 14 septembre 1983.

Ils doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable, puis d'une demande de conformité avant la mise en service au service compétent en matière de contrôle d'hygiène.

ARTICLE 46. - PUIITS PERDU ET PUISARDS ABSORBANTS

Les puits perdus et puisards absorbants destinés à recevoir les eaux usées sont interdits.

C H A P I T R E V I

CONTROLE DES LOTISSEMENTS

ARTICLE 47. - PRESCRIPTIONS GENERALES

Tous les lotissements situés sur les communes du District sont soumis au présent règlement d'assainissement, et plus particulièrement aux articles du présent chapitre.

ARTICLE 48. - OBLIGATIONS DU LOTISSEUR

1/ Le projet de réseau intérieur du lotissement devra faire l'objet d'un agrément technique par le District, préalable à l'autorisation de lotir. Les plans devront faire apparaître les sections et pentes des canalisations ainsi que les conditions de raccordement aux réseaux publics.

2/ Le lotisseur ou l'entreprise adjudicataire des travaux devra faire une demande écrite de raccordement des canalisations internes du lotissement au réseau public.

3/ Le lotisseur devra informer par écrit le Service d'Assainissement du District de l'ouverture du chantier au moins 15 jours à l'avance, ceci afin qu'il soit possible de contrôler les travaux durant leur exécution et de procéder aux essais.

ARTICLE 49. - EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux de raccordement des lotissements sur les réseaux publics sont effectués par l'entreprise adjudicataire des V.R.D. (Voirie - Réseaux Divers) du lotissement, sous le contrôle du Service d'Assainissement.

Le raccordement se fera obligatoirement sur un regard existant ou à créer à la charge du lotisseur. Les matériaux utilisés dans le réseau intérieur devront avoir été agréés par le District.

Les branchements particuliers seront exécutés conformément aux dispositions des articles 5 - 6 et 10 du présent règlement.

ARTICLE 50. - CONTROLE DES TRAVAUX - PLAN DE RECOLEMENT

Le contrôle des travaux et de leur conformité au projet sera effectué par le Service de l'Assainissement du District avec les moyens qu'il jugera adaptés.

Le plan de récolement des travaux devra être fourni à ce service, dans le délai d'un mois après la réception, sur calque ou contrecalque et selon les règles exigées.

Ce plan devra faire apparaître la position exacte de chaque branchement. Les regards de visite devront être repérés en planimétrie en coordonnées LAMBERT. Le dessus du tampon et le fil d'eau en NGF.

Toutes les canalisations devront être soumises aux épreuves d'étanchéité sous une pression correspondant à la hauteur d'eau supérieure à la profondeur de l'ouvrage avec un minimum de 5 m.

CHAPITRE VII

VOIES PRIVEES

ARTICLE 51. - EQUIPEMENT DES VOIES PRIVEES EN RESEAUX D'ASSAINISSEMENT

Les voies privées pourront être pourvues de canalisations unitaires ou séparatives pour l'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales à la demande des propriétaires riverains.

Le Président du District fera étudier la faisabilité de l'opération et aussi les conditions techniques et financières du raccordement de ces conduites au réseau public.

Les dépenses de premier établissement des conduites principales seront partagées entre le District et les riverains dans les conditions fixées par le Conseil Distrital.

Les branchements particuliers seront à la charge exclusive de chaque riverain.

Les riverains accorderont gratuitement une servitude de tréfonds et de passage au projet du District pour l'établissement et l'entretien des conduites principales.

Les conduites principales seront exécutées à l'initiative du District et deviendront sa propriété dès qu'elles seront réalisées ainsi que la partie des branchements situés dans l'emprise de la voie.

A ce titre, ces canalisations et branchements seront entreteus au frais du District.

Si de nouveaux riverains souhaitent se raccorder ultérieurement dans les dix ans des travaux, ils devront participer au financement au même titre que les initiateurs.

Une nouvelle répartition des dépenses incombant aux riverains sera faite par le District. Cette répartition sera calculée sur la base de l'abscisse de chaque branchement par rapport à l'origine de l'extension. Le District percevra et reversera les sommes dues.

Au-delà de dix ans, aucun reversement ne sera fait.

Les canalisations d'assainissement établies avant l'élaboration du présent document, sur le domaine privé, en accord avec les communes seront soumises aux mêmes dispositions que ci-dessus.

C H A P I T R E VIII

CLASSEMENT DE RUES DANS LE DOMAINE PUBLIC

ARTICLE 52. - ETAT DES RESEAUX

Si une commune envisage de classer une voie privée dans le domaine public, elle devra demander une expertise préalable des services du District pour déterminer l'état des conduites d'assainissement et des branchements particuliers.

C H A P I T R E I X

AUTRES MISSIONS DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

ARTICLE 53. - MATIERES DE VIDANGES

En vertu de l'article 91 du Règlement Sanitaire Départemental, tout déversement de matières de vidanges est interdit, sauf s'il est effectué dans les usines ou stations spécialement aménagées à cet effet.

La station d'épuration des eaux usées est spécialement aménagée pour le dépotage et le traitement des matières provenant des vidanges.

Le dépotage ne peut être admis que pour les matières provenant des vidanges à l'exception de tous produits quels qu'ils soient contenant des toxiques, notamment :

- des boues en provenance des garages et stations ;
- des boues de vidange des bacs à graisses ou féculles ;
- des boues minérales ou inertes (tourbes, vase, bac de décantation des cimelières) ;
- des boues provenant d'une floculation chimique ;
- des produits chimiques.

Cette liste n'est pas limitative.

Tout déversement réalisé en infraction aux dispositions ci-dessus engagera la responsabilité de l'entreprise responsable.

Des prélèvements représentatifs pourront être effectués inopinément aux fins d'analyses par l'organisme habilité en matière de contrôle d'hygiène, le Service de l'Assainissement ou l'exploitant de la station.

Les quantités de matière de vidange seront mesurées volumétriquement. A cet effet, les camions venant déverser devront être obligatoirement munis d'une jauge.

Le dépotage sera effectué par les employés de l'entreprise concernée. Ceux-ci devront, après chaque opération, assurer le nettoyage complet des aires de dépotage.

Les utilisateurs pourront déverser aux jours et heures fixés par le règlement intérieur de la station d'épuration.

ARTICLE 54. - REDEVANCE VIDANGE

Les déversements dans les installations de la station d'épuration donneront lieu au paiement à l'exploitant de cette station d'une redevance dans les conditions fixées par délibération du Conseil Districat.

ARTICLE 55. - RESIDUS D'HYDROCARBURES, VIEILLES HUILES, GRAISSES ET SOLVANTS

Les résidus d'hydrocarbures, vieilles huiles, graisses et solvants collectés par des entreprises spécialisées ne sont pas admis à la station d'épuration. De tels produits doivent être livrés aux ramasseurs agréés.

C H A P I T R E X

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 56. - AGENTS ASSERMENTES - SANCTIONS ET POURSUITES

Les agents du service de l'assainissement et du service compétent en matière d'hygiène assermentés, sont chargés de veiller à l'exécution du présent règlement.

En application de l'article L35-10 du Code de la Santé Publique, les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application des articles L35-1 et L 35-3, ou pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Cette disposition s'applique également à l'égard des agents assermentés des services compétents en matière d'hygiène.

Les agents du service de l'assainissement et des services compétents en matière d'hygiène sont habilités à faire tous prélèvements.

En outre, les agents du service de l'assainissement et des services compétents en matière d'hygiène peuvent dresser les procès-verbaux nécessaires à l'exécution de leur tâche.

Lorsque des rejets sont effectués en infraction au présent règlement, le branchement peut être obturé d'office, après mise en demeure non suivie d'effet.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets effectués sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement par lequel s'effectuent les rejets peut être obturé sur le champ sur constat par un agent assermenté.

ARTICLE 57. - FRAIS D'INTERVENTION

Si des désordres, dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ouvrages publics d'assainissement, les dépenses de tous ordres occasionnés au Service, à cette occasion seront à la charge des personnes qui sont à l'origine de ces dégâts.

Les sommes réclamées aux contrevenants comprendront :

- les opérations de recherche du responsable ;
- les frais nécessités par la remise en état des ouvrages.

Elles seront déterminées en fonction du temps passé, du personnel engagé et du matériel déplacé et selon le tarif déterminé par délibération du Conseil Districtal.

ARTICLE 58. -

Le présent règlement-type devra être approuvé par délibération du Conseil Municipal de chaque commune et mis en exécution par les personnes juridiquement qualifiées sur proposition du District.

Le Président du District

Jean AUROUX
Maire de Roanne
Ancien Ministre